

# **La crise financière actuelle et ses conséquences sur le développement de l'Afrique**

**Conférence donnée le vendredi 05 décembre 2008  
à l'Université Protestante d'Afrique Centrale  
(Yaoundé)**

**Par**

**Monsieur le Professeur TOUNA MAMA**

- Président de la Chambre Economie et Gestion de la Société des Agrégés du Cameroun
- Membre de l'Académie des Sciences du Cameroun
- Site Internet : [http// : www.tounamama.com](http://www.tounamama.com).

# **La crise financière actuelle et ses conséquences sur le développement de l'Afrique**

**Par le Professeur TOUNA MAMA**

- **Président de la Chambre Economie et Gestion de la Société des Agrégés du Cameroun**
- **Membre de l'Académie des Sciences du Cameroun**
- **Site Internet : [http// : www.tounamama.com](http://www.tounamama.com).**

Le 15 Septembre et le 06 Octobre 2008 auront été des lundis noirs respectivement pour les Etats-Unis et l'Europe, et le point de départ pour le premier et d'amplification pour le second d'une crise financière qui, déclenchée à New York, s'est propagée en Europe et n'a pas épargné les pays émergents.

Même si l'Afrique et dans une moindre mesure l'Amérique Latine n'ont pas été directement touchées, l'on s'accorde à reconnaître que c'est la plus grande crise financière que le monde ait connue, après celle de 1929.

En effet, le 15 Septembre la bourse de New York a connu une baisse brutale de son indicateur de santé, le Dow Jones et le 06 octobre l'indice boursier

de la place de Paris, le Cac 40, a connu sa plus forte baisse depuis sa création.

L'économie mondiale s'est donc brusquement trouvée sous la menace d'une grave crise dont le danger, d'abord mal perçu par les autorités américaines, a été mieux appréhendé par Gordon Brown, Ancien Ministre des Finances et Premier Ministre de la Grande-Bretagne, dont les dirigeants occidentaux, visiblement pris de panique à l'idée d'une grande dépression comme dans les années 30, ont vite fait d'adopter la sage politique interventionniste.

En effet, prisonnier de l'idéologie du marché autorégulateur, le Secrétaire d'Etat américain au Trésor, Henry Paulson, a laissé couler la première banque américaine en difficultés Lehman Brothers tandis que le gouvernement de Gordon Brown a promptement agi en injectant des liquidités dans les banques en difficultés pour leur éviter la fermeture.

Aujourd'hui, la crise financière internationale est en train de se muer en crise économique mondiale. Nous rappellerons d'abord l'explication de cette crise, nous verrons ensuite sa mutation en crise économique et ses conséquences pour le développement de l'Afrique.

## **I – L'explication de la crise financière internationale** **Actuelle (1)**

---

<sup>1</sup> SOROS (G) (2008), *La vérité sur la crise financière*, Paris, Ed. Denoël.

Même si l'on sait depuis longtemps que l'activité économique évolue en cycles, avec des phases de récession et des phases d'expansion, la crise étant un moment naturel de cette évolution, la crise financière actuelle est bien différente de la crise financière de 1982 (Crise d'endettement international), de la crise des Caisses d'épargne aux Etats-Unis en 1986, de la débâcle de l'assurance de portefeuille en 1987, de la faillite de Kidder Peabody en 1994, de la crise des marchés émergents de 1997, de la faillite de LTCM en 1998 ou de la bulle technologique (bogue internet) en 2000. Parce qu'elle n'est pas limitée à telle ou telle société ni à tel ou tel segment du système financier. C'est une crise systémique.

L'on peut situer l'origine de la crise actuelle dans l'éclatement de la bulle internet en 2000 et son début en Août 2007. En effet la Fed, la Banque Centrale des Etats-Unis, a répondu à l'éclatement de la bulle Internet en ramenant le taux des fonds fédéraux (taux auquel les banques américaines se prêtent mutuellement leurs surplus de réserves déposées auprès des banques de réserves) de 6,5 % à 3,5 % en l'espace de quelques mois seulement. Puis est venue l'attaque terroriste du 11 Septembre 2001 qui a amené la Fed à continuer de baisser le taux des fonds fédéraux jusqu'à 1 % en 2003, taux le plus bas depuis un demi-siècle.

C'est précisément ce taux très faible, à la limite négatif si l'on prend en compte l'inflation, qui est à l'origine des crédits très bon marché qui ont engendré la bulle immobilière. En effet, lorsque l'argent est

facile à trouver, un prêteur rationnel continue de prêter jusqu'à ce qu'il n'ait plus personne à qui prêter.

Dès lors, les banques d'investissement de Wall Street ont développé toute une variété de techniques nouvelles pour se débarrasser du risque sur d'autres investisseurs en quête de rendements élevés, comme les fonds de pension et les fonds communs de placement.

Ce jeu a si bien marché, qu'entre 2000 et 2005 la valeur vénale des logements existants s'est accrue de plus de 50 % et le secteur de la construction s'est emballé. Et l'augmentation de plus de 10 % par an des prix des logements, de loin supérieur au coût du crédit, a nourri la spéculation.

Il y a donc eu une ruée vers les crédits hypothécaires qui étaient accordés, avec la complicité active des courtiers, à des agents dont la solvabilité n'était pas garantie ; le cas extrême étant les prêts dits <<**ninja**>> ( no income, no job, no assets), c'est-à-dire des prêts accordés aux gens n'ayant ni revenu, ni travail, ni actifs !

La technique a donc consisté, pour les banques, à se débarrasser de leurs hypothèques les plus risquées, en les restructurant dans des titres appelés CDO (obligations garanties par des ensembles d'actifs comprenant généralement des crédits bancaires, des obligations et autres).

La titrisation s'est finalement soldée par une aggravation des risques par le transfert de la propriété des hypothèques de banquiers connaissant leurs clients à des investisseurs qui ne les

connaissaient pas. Les prêts, au lieu d'être octroyés par des banques ou des caisses d'épargne, étaient apportés par des courtiers, puis confiés temporairement à des <<**banques hypothécaires**>> sous-capitalisées, avant d'être revendus en bloc à des banques d'investissement, qui les restructuraient pour en faire des CDO, lesquels étaient évalués par des agences de notation puis bradés à des investisseurs institutionnels.

Tout l'intérêt financier du processus, du début à la fin, reposait sur la facturation de frais bancaires, d'autant plus élevés que le volume était important. La perspective de percevoir des frais bancaires sans courir aucun

risque a donc encouragé des pratiques commerciales laxistes et trompeuses. Dans le secteur des subprimes, on parlait de taux teaser (taux "**allumeur**"). Et les produits financiers à risque ont ainsi pu se développer au-delà de l'offre réelle du marché.

Loin de se limiter aux hypothèques, la titrisation s'est étendue à d'autres segments du crédit. Le premier marché de produits synthétiques, est, de loin, celui des Credit Default Swaps ou CDS (Contrats dérivés sur défaut de crédit). Dans le marché des CDS, la banque A, vendeuse de swap (et acheteuse de protection), accepte de verser régulièrement, pendant une durée donnée, une prime convenue à la banque B, acheteuse de swap (et vendeuse de protection), pour un portefeuille donné de prêts. La

banque B s'engage, de son côté, à dédommager la banque A des éventuels défauts de paiement qui surviendraient sur ce portefeuille pendant la durée de vie du swap.

Les "**hedge funds**" (les fonds protecteurs !) ont fait leur irruption sur le marché au début des années 2000. Ils agissaient dans les faits comme des assureurs sans licence, collectant des primes sur les CDO ou les autres titres qu'ils assuraient. Et ce marché a connu une croissance exponentielle, au point d'éclipser tous les autres. Aujourd'hui, on estime à 42 600 milliards de dollars la valeur nominale totale des CDS aux Etats-Unis, alors que la capitalisation boursière du pays est de 18 500 milliards de dollars et le marché des valeurs du Trésor 4 500 milliards seulement.

L'on voit donc que, comme dans les bourses de commerce où la valeur des titres échangés est de loin supérieure à la valeur des quantités réelles de cacao ou de café à livrer, ici dans le marché des produits synthétiques ou des produits dérivés la valeur desdits produits est près de trois fois la valeur des titres réels !

Il est donc loisible de conclure que c'est la spéculation à outrance qui est à l'origine de la crise financière internationale actuelle. Et comme les agences de notation ne sont pas omniscientes, elles se trompent souvent en accordant de bons points aux produits "**pourris**" ou "**toxiques**" voire à des sociétés aux bilans douteux.

Dès lors les banques sont devenues méfiantes les unes vis-à-vis des autres et ont cessé de se faire confiance et donc de se faire crédit.

Les banques américaines ayant des tentacules à travers le monde, et les banques européennes et asiatiques ayant acheté leurs produits "**toxiques**", ce qui devait arriver est arrivé : il y a eu contagion, d'abord en Europe et ensuite dans les pays émergents. Ce qui a entraîné un mouvement de panique générale tant dans les milieux politiques de ces pays qu'au sein de leurs populations. D'où les différents plans préconisés par-ci par-là, pour

essayer de la contenir et si possible éviter qu'elle ne se transforme en crise économique.

## **II – la mutation de la crise financière en crise économique** **et ses conséquences sur les économies africaines**

### **A – La mutation**

La crise financière actuelle est en train de se transformer en crise économique en sortant de la sphère financière pour rentrer dans la sphère de l'économie réelle.

Cela se traduit d'abord par la difficulté de plus en plus grande des entreprises pour obtenir des crédits dont elles ont besoin. Et dès lors privés de crédit, les

entreprises sont obligées de revoir à la baisse leur plans de production.

Ainsi, non seulement les banques sont appelées à se restructurer, même après leur recapitalisation, en dégraissant sérieusement leurs effectifs ; c'est le cas des banques américaines Goldman Sachs, JP MORGAN ou Citigroup. Cette dernière, qui a annoncé une suppression de 50 000 emplois, vient de bénéficier d'une injection de 20 milliards de dollars de la part de l'Etat qui accorde également des garanties pour les crédits à hauteur de 325 milliards de dollars. Mais aussi la revue à la baisse de la production des entreprises se traduit par la mise au chômage de nombreux employés.

Le premier secteur touché par ce mécanisme a été le secteur automobile qui représente 10 % dans une économie comme celle de la France où le groupe PSA Peugeot Citroën annonce un nouveau plan de réduction de ses effectifs de plus de 3500 emplois.

Aux Etats-Unis, la General Motor, la Ford et Chrysler demandent une nouvelle perfusion de 25 milliards de dollars au Congrès américain.

Au Japon, Mitshubishi Motors annonce la suppression de plus de 1000 emplois et Nissan annonce la baisse de sa production.

Après le secteur automobile, c'est le secteur de la construction qui est touché avec la crise en série des agences immobilières. Par exemple le secteur français de la construction devrait perdre 45 000 emplois en 2009.

On assiste donc à la rentrée en récession des économies développées, les unes après les autres : les Etats-Unis, les pays de l'eurogroupe, le Japon. Et cette récession ne semble pas épargner les pays émergents, notamment d'Asie et d'Amérique Latine.

La Chine qui va connaître une baisse de son taux de croissance qui va passer de deux à un chiffre après plus de 30 ans, annonce un plan de relance de 586 milliards de yuans sur deux ans.

Or, il faut rappeler que la croissance économique mondiale est tirée par les BRIC, c'est-à-dire le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine et autres pays émergents.

En effet ce sont les pays émergents qui comblent les déficits américains évalués à plus de 700 milliards de dollars, la dette extérieure des Etats-Unis elle-même étant estimée à plus de 10 000 milliards de dollars. Ces pays achètent les bons du Trésor américain à hauteur de 80 à 90 %.

Le Japon achète pour 1 197 milliards de dollars de bons de Trésor émis par Washington et la Chine pour 922 milliards de dollars <sup>(2)</sup>.

Mais, il faut dire que les achats de bons de Trésor, qui ont permis de financer le déficit américain et de prêter aux Etats-Unis pour qu'ils achètent des productions chinoises à bas prix, ne sont que la partie visible de l'iceberg. Avec 2000 milliards de dollars, Pékin possède la plus grande réserve mondiale de billets verts, suivie du Japon et de la Russie. Même si les Etats-Unis restent les premiers bénéficiaires et les premiers pourvoyeurs d'investissements directs

---

<sup>2</sup> BULARD (M.), (2008) <<Finance, puissances... le monde bascule>>, *Le Monde Diplomatique*, Novembre.

étrangers avec respectivement 333,3 milliards de dollars et 257,5 milliards en fin 2007<sup>(3)</sup>.

Si la crise économique devient donc mondiale, comme cela semble se confirmer avec la généralisation de la récession et une augmentation de 20 millions de chômeurs annoncée par le BIT pour l'année 2009, l'Afrique ne pourra évidemment rester à l'abri. Et la montée du chômage dans les pays du Nord ne va pas épargner la diaspora africaine ; ce qui va tarir la source de transferts importants des immigrés à destination de l'Afrique, estimés à 27,8 milliards de dollars en 2007.

## **B – Les conséquences de la crise mondiale sur le développement de l'Afrique**

L'on peut déjà se féliciter de ce que les politiques du continent n'attendent pas passivement les effets de la crise sur leurs économies.

C'est ainsi qu'à l'initiative de l'Union Africaine, une Conférence ministérielle sur la crise financière a été convoquée les 12 et 13 novembre 2008 à Tunis par la Banque Africaine de Développement.

Mais déjà tant lors de la 63<sup>e</sup> session de l'assemblée générale des Nations Unies de Septembre 2008 à New York que lors du 12<sup>e</sup> Sommet des pays membres de l'Organisation Internationale de la Francophonie à Québec les pays du Sud dont ceux

---

<sup>3</sup> Idem, Ibidem.

d'Afrique n'avaient pas caché leurs craintes de devoir payer un lourd tribut à la crise financière.

S'il faut reconnaître que la crise financière internationale n'affecte pas directement les économies du continent pour la simple raison que leurs systèmes financiers ne connaissent pas les produits dérivés à risques (produits de la spéculation qui servent à la spéculation) qui sont à l'origine de la crise financière, cette crise va les affecter indirectement par le comportement des banques occidentales et asiatiques qui vont désormais devenir plus prudentes, mais surtout des multinationales qui vont revoir leur plans de production à la baisse. Et de façon générale par la compression de la demande mondiale et la tentation des pays du Nord de résoudre d'abord leurs problèmes et donc de devenir plus parcimonieux quant à l'aide au développement.

En effet, comme on le sait, les économies africaines dépendent largement de l'extérieur tant en ce qui concerne leurs revenus en termes de recettes d'exportations qu'en ce qui concerne l'aide au développement, le continent n'accueillant que 3 % du montant total des investissements directs étrangers.

Il faut d'ailleurs dire ici que ces investissements, qui sont passés de 9 milliards de dollars par an entre 1995 et 2000 à 53 milliards aujourd'hui, et se concentrent à 82 % entre 10 Etats qui sont le Nigéria, l'Egypte, l'Afrique du Sud, le Maroc, la Lybie, le Soudan, la Guinée Equatoriale, l'Algérie, la Tunisie et

Madagascar <sup>(4)</sup>, pourraient encore baisser du fait de la crise.

Si donc la demande mondiale est en récession, on assistera inévitablement à la baisse des prix des matières premières, comme c'est déjà le cas du prix du pétrole qui est passé en quelques mois de 150 dollars le baril à moins de 60 dollars ; ce qui va entraîner une chute des recettes d'exportation.

De plus les économies développées étant en récession, devront réduire leurs demandes de matières premières. C'est déjà le cas du bois ; ce qui va entraîner une contraction plus forte encore des recettes d'exportations des pays en développement producteurs desdites matières premières, au premier rang desquels les pays africains. Et les pays africains qui sont des destinations touristiques vont voir les arrivées dans leurs pays et leurs hôtels se réduire non sans conséquences sur leurs économies.

Si, parallèlement, les plans de sauvetage des pays de l'OCDE, principaux partenaires des pays africains doivent les amener à plus de parcimonie pour l'aide au développement, l'on peut craindre une importante réduction des moyens financiers des pays africains, et donc une importante réduction de leurs investissements. Cela devrait se traduire par une réduction de leur taux de croissance économique et, partant, des difficultés de survie accrues pour les couches sociales les plus défavorisées.

---

<sup>4</sup> Voir MEYER (J.M.) (2008), <<Crise mondiale : ce que l'Afrique attend du G20>>, *Jeune Afrique* N° 2496, du 9 au 15 Novembre.

Au total, la mutation de la crise financière internationale en crise économique mondiale pourrait se traduire par d'importantes pertes de revenus de la part des pays africains, susceptibles de compromettre l'investissement et partant la croissance économique. Ce qui pourrait ralentir encore davantage la marche de ces pays sur le sentier des objectifs du millénaire pour le développement.

Evidemment, cet enchaînement d'effets néfastes pour le développement de l'Afrique n'est ni automatique ni fatal. Mais il obéit à une certaine logique qui, si elle n'est pas contrée par des politiques volontaristes, peut se dérouler.

D'où la nécessité de prendre d'ores et déjà des mesures pour l'éviter, parmi lesquelles des actions ciblées dans l'agriculture pour éviter des crises alimentaires à l'avenir, pourraient être envisagées. Ici, l'on peut évoquer la crainte que le milliard d'euros promis par l'Europe pour aider l'agriculture africaine à la suite des émeutes de la faim de cette année reste sur le papier.

L'ampleur des conséquences de la crise sur les économies africaines dépendra non seulement des mesures que l'Afrique prendra pour se prémunir contre ses effets, mais surtout de l'efficacité des différents plans de relance annoncés par-ci par là dans le monde (la Grande Bretagne annonce un plan de 23 milliards d'euros, l'Union européenne annonce un plan de 200 milliards d'euros pour 2009, qui va se superposer aux différents plans de sauvetage nationaux), et surtout de la réussite de la nouvelle

politique économique des Etats-Unis. Mais, l'annonce d'un plan de 700 milliards de dollars par le gouvernement du Président Barack OBAMA, qui vient s'ajouter au plan Paulson de même montant, après avoir calmé momentanément le jeu des marchés financiers qui se sont remis à la hausse après leur évolution en dents de scie avec une tendance baissière depuis le début de la crise en septembre 2008, n'arrive pas encore à les stabiliser durablement.

Il faut cependant espérer que la prochaine Conférence du G20 annoncée pour la fin du mois d'Avril 2009 prenne des décisions salvatrices pour l'économie mondiale dans son ensemble pour permettre à l'Afrique de se mettre résolument à la route qui va vers l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement.